

Mémoire à l'attention de l'"Esprit Public"
par Alexis Arette
Président d'honneur de la
Fédération Française de l'Agriculture

L'Agriculture : priorité culturelle.

Mesdames, messieurs,

Si nous en croyons l'allégorie Biblique, l'homme fut placé par son Créateur dans le premier jardin, pour le cultiver et le garder, c'est à dire le faire valoir... De l'ordre, « Croissez et multipliez », il ressort que la culture, c'est l'art de faire croître l'homme en faisant croître ce qui lui est nécessaire. Et si l'on considère que l'homme est corps et âme, la culture s'applique à la croissance du corps et à la croissance de la conscience, mais avec un argument de priorité: C'est que l'homme peut se préoccuper de son corps sans guère se préoccuper de son âme, et c'est même une tendance lourde de notre époque laïciste, mais on ne peut en aucun cas accroître sa conscience, sans d'abord donner au corps le minimum pour qu'il reste un solide support. Telle est la loi de priorité : « Primun vivere ».

Tout ce que l'on peut faire de son existence exige d'abord que l'on existe. Or c'est aujourd'hui cette existence qui est menacée, et non pas seulement par un cataclysme planétaire ou cosmique, comme il en fut depuis toujours, non pas même par un accident atomique ou autre, du à l'utilisation d'une science sans conscience, mais par une imprévoyance politique qui fait , qu'après une société que nous pensions d'abondance, nous sommes entrés dans une société

de pénurie que l'on croyait réservée au tiers monde, et qui commence à toucher l'Occident. Aussi au lieu de traiter de culture générale comme m'y porterait mon goût, je vous parlerai de cette forme de culture qui commence à l'art de nourrir les hommes, l'Agriculture. J'en ai vécu, et plutôt mal vécu, mais vous risquez de vivre encore plus mal l'évolution qu'elle subit. C'est pourquoi je fais de ce traitement une priorité absolue.

Le 9 Février 2008, le journal « Le Monde » qui a contribué pendant un demi-siècle à l'optimisme imbécile de notre temps, titrait : « *Une crise alimentaire majeure se dessine !* » et le journal faisait état des émeutes alimentaires, non pas dans les pays où l'on voit sans trop d'émotion les gens mourir de faim, mais dans 10 pays qui pourtant semblaient en voie de développement. Le journal indiquait qu'au sommet de Davos, on s'était inquiété de cela, que l'on pouvait tenir pour un signe précurseur, bien plus que de l'augmentation du prix de l'essence, et cela faisait que dans le même temps où L'OMC, l'organisation mondiale du commerce tentait de libéraliser davantage les échanges agricoles, d'autres pays au contraire décidaient de restreindre l'exportation des céréales et se tournaient vers leur marché intérieur. Et c'étaient de grands pays, comme l'Argentine, la Russie et la Chine, qui se souciaient d'abord d'éviter chez eux les tensions qui naissent de la faim. Pour la première fois depuis un demi-siècle, le Libéralisme, et son application pratique, le Ricardisme, étaient remis en cause.

Par ailleurs, le FAO, soit l'organisation des nations-Unies pour l'alimentation, constatait qu'en 2007, l'indice des prix avait bondi de 36%. La cause en était l'augmentation de la demande due à plusieurs causes : l'augmentation du pouvoir d'achat dans des pays en progression, comme l'Inde et la Chine, et l'augmentation de la population mondiale de 30 millions de bouches nouvelles par an. Ajoutons à cela la crise de l'énergie, pénalisant les transports maritimes (il faut savoir que le coût de ces transports entre pour un tiers dans le prix des céréales transportées) et enfin, outre quelques mauvaises récoltes, la transformation, par l'Agriculture industrielle, de vastes surfaces vivrières, en productions à vocation énergétiques. C'est à ce point que, dans certains états africains, l'huile de palme, à vocation de carburant, est directement indexée sur le prix du pétrole. Et le FMI (Fonds monétaire international) estime que les carburants agricoles contribuent jusqu'à 30% à la flambée des prix. Ainsi la direction du PAM (le programme alimentaire mondial) tirait la sonnette d'alarme en disant : « *Le Pam secourt aujourd'hui, 90 Millions de personnes sur les 860 Millions qui souffrent de la faim. L'augmentation des prix oblige à ce choix : Ou bien nourrir 40% de personnes en moins, ou bien réduire de 40% les rations actuelles de survie.* » La FAO qui s'est réunie à Rome ce mois de juin, s'est engagée d'une part à réduire de moitié le nombre des affamés d'ici 2015, mais aucune mesure concrète n'a été prise, et l'on estime que la crise a déjà augmenté de 100 millions le nombre des affamés.

Mais ces chiffres concernant la famine, cachent les chiffres de la sous-alimentation, qui touche dans le monde 2 Milliards de personnes. Et n'oublions pas que si nous sommes aujourd'hui 6 Milliards et demi, sur la planète, la projection montre que nous serons 9 milliards en 2050.

Pour faire face, l'ONU a estimé qu'il faut augmenter la production Agricole de 50% d'ici 2030. Elle n'a pas dit comment.

La Fédération internationale des producteurs Agricoles, qui prétend représenter 500 millions de petits exploitants, se basant sur l'analyse que les petits exploitants produisent plus et mieux à l'ha que les Agricultures industrielles, soulignent l'urgence de la mise en place de filières les concernant. A sa suite la FAO se prononce pour la fourniture de semences et d'engrais, pour la promotion de ces petites exploitations. Mais on se heurte au même problème : qui fournira ?

Je le dis brièvement avant d'y revenir, nous sommes en pleine incohérence. Il n'est pas possible à la fois, de libéraliser les échanges Agricoles comme le demande les nations orientées vers l'agriculture industrielle, comme les Etats-Unis ou le Brésil, et de protéger les structures familiales : Celles-ci ne peuvent trouver place que dans la réorganisation des économies Nationales, en fonction d'abord du marché intérieur. Il faut se souvenir qu'en France, c'est Méline qui, en 1892 stoppa l'invasion des blés américains qui ruinaient nos céréaliers, et Poincaré qui en 1926 fit la même chose. Un homme dit de Gauche, et un homme dit de droite, avaient dépassé les clivages idéologiques, pour se rallier à l'évidence que la guerre alimentaire est un fait, et que chaque nation a le premier devoir de s'en protéger.

Evènement d'importance, La Banque mondiale reconnaît aujourd'hui que pendant 20 ans, les responsables politiques du monde ont oublié l'Agriculture. Alors que 75 % des pauvres du monde, vivent dans des zones rurales, seulement 4% de l'aide publique, allait à l'agriculture dans les pays en voie de développement, ce qui explique que les paysans ne peuvent s'y nourrir eux-mêmes, car l'on a mis la charrue devant les bœufs. C'est de l'Agriculture que peut procéder l'industrie, et non le contraire. C'est toujours la loi des priorités qui est ignorée par le monde du profit! De ce fait, La Banque Mondiale vient de prendre le contrepied du Fonds monétaire international, en reconnaissant que l'Agriculture doit être traitée spécifiquement et avant tout, pour répondre à sa vocation.

Permettez-moi quelques minutes de digressions que je juge utiles. En France, ce n'est pas vingt ans d'errances qu'il faut stigmatiser, c'est un demi-siècle. En effet, la politique anti-paysanne, fut théorisée par les Synarques qui formatèrent le général De Gaulle, et que Pie XI avait dénoncés en 1927 déjà, comme, je cite : « *capables des plus grands crimes* ». Je cite quelques-uns de ces noms exécrables : Monnet, Hirsch, Armand, Bloch-Lainé, Mayer, Capitan, Joxe, Baumgartner, Marjolin, Bloch-Mascard, Chalandon, Frey Pisani et Koch, qui se faisait appeler Foccard. Ce sont ces instruments de la haute finance qui orientèrent la haute imbécillité du général qui ne connaissait rien aux problèmes économiques. Le financier Rueff, fut le théoricien de la décomposition, en déclarant que le mécanisme des prix devait infliger aux agriculteurs un niveau de vie inférieur à celui des autres catégories sociales, afin de repousser ses éléments vers l'industrie. A Pau, le Général vint répéter la leçon. Il ne s'agissait, selon lui, que de transférer vers la ville les paysans en surnombre. Devant les mouvements qui suivirent, le Général eut cette parole d'un subtil politique : « *Les Paysans, c'est comme les anciens combattants : quand il n'y en aura plus, le problème sera résolu* » ! Et le premier

Ministre-Ganelon Debré y ajouta en affirmant : « *Il n'y a pas de problème paysan, mais il y a des activistes parmi les Paysans !* ». On pouvait donc les traiter comme on allait traiter les harkis !

Il se trouva un jeune agriculteur modelé par le progressisme catholique, Michel Debatisse, pour entrer dans ses vues, et déclarer qu'il fallait supprimer 700.000 agriculteurs, car les trois quarts de exploitations n'avaient pas sur le plan économique de raison d'être. Ajoutant l'infamie à la servilité, il dénonça , dans la revue « *La vie catholique* » ses aînés syndicaux qui s'opposaient à l'équarrissage, comme, tenez-vous bien, des « *royalistes* », c'est à dire des factieux ! L'homme allait d'ailleurs finir de se dévoyer en adhérant à la Trilatérale ! Dès lors, avec l'institution de l'IFOCAP, pour la « formation » des cadres paysans, on allait imbéciliser toute une génération de responsables syndicaux, pour faire entrer les masses paysannes dans le couloir de contention de l'abattoir républicain. Bien sûr, le Régime récompensa ces gilets rayés par de fastueuses promotions au Conseil Economique et Social, ou à la députation, ou aux ministères. Il n'y eut guère que le président Raymond Lacombe qui fut jugé trop bête pour faire un ministre. Mais à son départ, on lui offrit une belle voiture Renault, sans doute pour le récompenser des services qu'il avait rendus à l'industrie, puisque Edgar Pisani avait prononcé le nouveau Crédo : « *L'Usine et la ville imposent la Loi !* »

A cette époque, entré en conflit avec M. Saint-Martin, directeur des services Agricoles des Pyrénées Atlantiques, je l'entendis me dire : « *M. Arette, sachez qu'entre les intérêts agricoles, et les intérêts de l'industrie, je choisirais toujours ceux de l'industrie !* ». Quand on a des serviteurs de ce genre en agriculture, ce n'est vraiment pas la peine de s'en prendre aux doryphores.

Ce fut l'époque ou un ouvrage futuriste crut pouvoir titrer « *La fin des paysans* » et, en effet, fonctionnaires agricoles, professeurs et techniciens rivalisaient pour annoncer la fin de cette classe rétrograde, étant donné que les produits végétaux et animaux allaient être remplacés avantageusement par des merveilles chimiques, tel les Beefsteaks issu de protéines de pétrole ! Les hormones s'intégraient en attendant dans tous les produits, et un ingénieur se vantait de pouvoir, grâce à la chimie, faire pousser du blé dans du verre pilé place de la Concorde. C'est ainsi que l'on allait détruire, plus encore que l'agriculture française, l'esprit paysan, en traitant les sciences de la vie de façon mécaniste. On tortura même la langue française pour la faire servir à la vassalisation des hommes de la terre : c'est ainsi, que pour justifier les taxes sur les produits agricoles, qui avaient été, tenez-vous bien, demandées par les syndigaullistes, une directive officielle les qualifia de « *contributions volontaires obligatoires* » ! Devant ces sommets d'absurdité, Henri Mendras, observateur vigilant de l'évolution agricole, devait conclure qu'après avoir été des modèles d'inventivité, les dirigeants syndicaux avaient évolué jusqu'à mériter dans un bon système d'être pendus haut et court. En constatant où nous en sommes aujourd'hui, j'ajouterai qu'ils l'auraient mérité deux fois plutôt qu'une.

Rendons à César ce qui est à César. Spécialiste de la langue de bois, Jacques Chirac, en instituant le monopole syndical pour ses mignons, c'est à

dire en soviétisant l'agriculture française comme aucune autre en Europe, avait été presque aussi maléfique que le Général, la bêtise, même congénitale, n'étant pas une excuse. Ce fut François Mitterrand, qui permit aux syndicats d'opposition de se manifester. Ce fut Edith Cresson qui prit le contrepied de la fédération des exploitants, et qui révéla qu'il manquait déjà à l'agriculture européenne 10 millions d'hectares pour être auto-suffisante ! Ce fut Michel Rocard qui reconnut que les trois-quarts des paysans vivaient au-dessous du revenu minimum, et que leur revenu moyen atteignait seulement le tiers de celui des Français.

Cependant le retour de Chirac au Pouvoir allait à nouveau livrer l'agriculture au dictat des Etats-Unis. Songez que les accords de l'OMC nous obligèrent à importer la viande hormonée américaine, que les services européens jugeaient pourtant impropre à la consommation, et que nous n'eûmes pas le droit de produire plus de 5 % du soja nécessaire à notre consommation. Par manque de statistiques, je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui, mais il y a 10 ans déjà que la valeur du foncier national ne couvrait plus l'endettement agricole et que les paysans bretons surendettés battaient le record européen du taux de suicides ! Et, bien sûr, sur l'ordre de la Trilatérale, qui l'avait revendiqué dans son « Livre Vert », on gela en France près de 3 millions d'hectares de terres agricoles pour permettre aux Etats-Unis de déverser chez nous leur camelote.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Nous n'avons presque pas de stocks, c'est à dire que nous n'avons pas profité du temps des vaches grasses, pour nous prémunir contre le temps des vaches maigres. En remettant en culture les 3 millions d'hectares en friche, nous pouvons probablement acquérir notre pleine indépendance alimentaire, en changeant quelque peu nos habitudes, c'est-à dire en mangeant un peu plus de pommes de terre et un peu moins de jambon. A titre d'information, sachez que nous mangeons 5 jambons par porc consommé, car nous avons pris des habitudes de luxe. Mais la grande tentation de l'agriculture française, et de l'agriculture en général, c'est de produire des agrocarburants plus rentables que les produits alimentaires. Et voilà le problème : sur nos trente millions d'hectares cultivables, qui ne sont pas extensibles, sous peine de réduire dangereusement la forêt, nous ne pouvons à la fois nourrir le pays et assurer l'alimentation du parc automobile. Sur quelles bases culturelles allons-nous choisir ?

Par ailleurs, nous sommes dans une totale incertitude quand à l'avenir. Si le complexe militaro-industriel américain déclençait une guerre contre l'Iran, le robinet du pétrole se fermerait et, non seulement nos voitures s'arrêteraient, mais aussi nos tracteurs, c'est à dire toute possibilité de produire la nourriture qui nous est nécessaire ! La famine peut donc pratiquement survenir du jour au lendemain, entraînant une guerre pour la survie, encore plus atroce, s'il est possible, qu'une guerre civile. Un peuple qui à faim n'a plus aucune retenue.

Mais, même dans la perspective d'une crise réduite dont nous ne connaissons que les prémices, la nécessité de se nourrir prioritairement va toucher d'abord tous les secteurs festifs de notre économie, comme on l'a vu cette année avec une diminution de 20 % pour les stations balnéaires ou montagnardes. Tout le monde artificiel du sport, de la mode et du gadget, enfin tous les emplois de commodité s'effondreront. Tout un système dépensier, fondé sur le surplus et le gaspillage, depuis les coiffeurs pour chiens, jusqu'à la bijouterie de luxe, c'est tout un pan de futilité qui devient sans objet, et l'on pourrait s'en réjouir, s'il ne venait pas augmenter un taux de chômage déjà rendu insupportable par l'immigration, qu'elle soit clandestine ou choisie. C'est donc une situation de chômage multiforme que nous abordons, et cela n'est pas sans rappeler la grande crise américaine de 1929 qui provoqua l'effondrement de la bourse et, dans les 3 ans qui suivirent, 85.000 faillites d'entreprises, le chômage de 12 millions de personnes, et une vague de suicides sans précédent ! Or, à cette époque, il y avait si peu d'indices alarmants, que pas un économiste n'avait prévu la crise. Aujourd'hui, par contre, tout le monde sait que tous les clignotants sont au rouge !

Certes, la crise agit comme un révélateur, et notez que c'est le véritable sens du mot Apocalypse ! Mais l'on nous cache bien des informations. Par exemple, le clinquant du 14 Juillet qui a été la fête nationale de l'esbroufe, a gommé les informations de la veille, qui concernaient la faillite de la filière des volailles. Jusqu'ici, ce commerce était florissant avec les pays du golfe. On n'a donné que le chiffre de quelques centaines d'emplois détruits, mais c'est une filière de 80.000 personnes qui était concernée. L'immobilier, lui, vient de chuter de 20 % en attendant mieux. Les échéances d'emprunt ne sont plus honorées et mettent les banques en situation défensive. Même le Crédit Agricole avoue d'énormes difficultés et, le 12 août, la presse révélait la récession tragique de nos industries. Certes, dans la perspective d'une faillite mondiale, Paul Volker, qui était à l'époque directeur de la Banque de réserve des Etats-Unis, se consolait en disant : « *Après tout, ce n'est que du papier* » ! Et c'était vrai ! Mais étant donné que le monde a fait confiance au papier qui a permis toutes les spéculations financières, quel prix devront payer les peuples pour sortir d'un système factice, et retrouver les bases saines du commerce équitable ?

Certes, il est possible de rouler moins, de recourir au covoiturage, de réactiver la bicyclette, de ne pas avoir le dernier téléphone portable à la mode, de réduire les privilèges exorbitants de certaines administrations, de mieux dégraisser le mammoth, de moraliser la paie des champions footballeurs, comme celle des hauts fonctionnaires. On pourrait interdire aux étrangers de venir se faire soigner gratis chez nous. On pourrait aussi ramener à zéro les 36 milliards que nous coûte l'immigration, et il faudra probablement le faire. On pourrait même diviser par deux le salaire de nos députés et sénateurs sans qu'il y ait péril en la demeure, bref, on peut réduire drastiquement quantité de dépenses de faveur ou de prestige, mais on ne peut pas faire que les gens ne mangent pas ! Voilà la priorité des priorités. Et pour que l'agriculture française remplisse sa mission, il faut commencer par la rendre indépendante de toute source énergétique extérieure. Et cela est possible, même si notre Président « Golden Boy » est incapable de la réaction morale qui le ferait rompre avec l'OMC, pour retrouver son autonomie de décision. La nécessité lui fera accepter, bon gré mal gré, les solutions salutaires, ou bien le pouvoir se ramassera dans la rue.

C'est parce que l'agriculture à l'époque pouvait fonctionner en complète autonomie, que les physiocrates du XVIIIème siècle en faisaient l'élément de base de la société. Ils rejoignent ainsi Socrate qui, 22 siècles auparavant, avait écrit : « *Lorsque l'agriculture prospère, tous les autres arts fleurissent avec elle. Mais quand on abandonne la culture pour quelque cause que ce soit, tous les autres travaux s'anéantissent en même temps* » ! Et cette notion de primauté était devenue tellement traditionnelle, qu'au Moyen-âge, à l'époque la plus contraignante du servage, il était interdit que l'on puisse saisir à un serf endetté, et sa semence, et ses animaux de trait ! Nos banques modernes n'ont pas eu cette humanité, et c'est pourquoi le système usuraire actuel devra disparaître avec la république d'exploitation, pour faire place à un Etat mutualiste, ou toute chose sera en « état de service » (comme le demandait Saint Paul).

Dans le circuit agricole d'autrefois, la récolte précédente fournissait la semence pour la prochaine, et la nourriture pour les hommes et les animaux. L'animal fournissait, lui, le fumier et le travail de trait. L'homme apportait la décision et l'initiative grâce à la science expérimentale qu'il tenait des anciens, et la récolte qui en résultait recommençait le cycle. Le modernisme a cru pouvoir réformer le cycle, en substituant au service la spéculation industrielle, afin d'enfermer l'agriculteur dans l'endettement continu. C'est ainsi qu'aujourd'hui aux Etats-Unis 80 % des terres agricoles, dit-on, sont tombées entre les mains des multinationales, et c'est à quoi le syndigaulisme nous eût conduit sans la crise qui remet les choses en question.

Mais aujourd'hui, grâce aux agro carburants, l'autonomie agricole est à nouveau possible, et je vais vous en donner un schéma très simplifié. Aujourd'hui il suffit de cultiver un hectare de Colza pour produire 30 quintaux de grains. Ceux-ci, pressés, donnent 1.000 litres d'huile végétale, et 20 quintaux de tourteaux qui peuvent servir, soit à l'alimentation du bétail, soit en produits de chauffe, soit en engrais. J'ajoute que les nouvelles variétés oléo-végétales expérimentées au Canada devraient permettre d'augmenter notablement ces rendements.

Pour qu'une ferme assure son autonomie énergétique dans les conditions actuelles, il faut donc qu'elle cultive de 115° à 116° de sa surface en Colza. Contrairement à ce que l'on a voulu dire, cette huile peut être utilisée dans tous les moteurs diésels équipés d'un réchauffeur pour la fluidifier. Elle est non polluante, et la ville de Lyon vient de signer avec la firme Kubota, un contrat qui lui a permis de renouveler son parc de services urbains suivant ces procédés. Quant aux presses d'extraction, mues par un moteur électrique de 2 chevaux, elles reviennent de 4 à 5.000 euros suivant le modèle et extrayant de 400 à 600 litre d'huile par jour, elle peuvent être achetées en coopérative, ce qui représente un investissement minime. J'ajoute que l'on peut remplacer le moteur électrique, par une poulie tracteur, et nous avons donc un écosystème parfaitement autonome, qui ne dépendra plus de ce qui peut survenir au Moyen-Orient.

Le carburant de Biodiésel revient à environ 50 ou 60 centimes d'euro, et de cela l'Etat s'est inquiété car, dans plusieurs départements, des agriculteurs se sont mis à produire non seulement pour leurs voisins de la

profession, mais aussi pour les utilisateurs urbains. Ceux-là tombent sous le coup de la loi, car une juridiction adaptée en toute hâte réserve le Biodiésel à l'usage agricole. On ne saurait s'inscrire contre cette mesure, car il me semble, et je le dis avec gravité, qu'on ne puisse absolument pas consacrer plus de 5 millions d'hectares de terres françaises à la production de biocarburants sans déséquilibrer dangereusement la production vivrière. Mais en aucun cas il n'est possible d'orienter l'agriculture française vers la satisfaction des besoins du parc automobile, car toute notre agriculture n'y suffirait pas ! Nous sommes donc dans une filière étroite, entre divers inconvénients. Disons, sommairement, que je préconise pour l'agriculture de produire son propre carburant, quitte à s'appuyer sur le système coopératif, mais qu'on ne saurait aller au-delà tant que l'on n'aura pas augmenté de façon ou d'une autre la productivité vivrière agricole.

Et bien sûr, quand on parle de productivité, on pense aux OGM, ce qui fait qu'avec ce nouveau débat, on n'est pas sorti de l'auberge !

Dans le cadre que je me suis prescrit, je ne puis pas traiter à fond ce problème, et je vais donc supposer que vous êtes suffisamment informés sur la question. Et ce malgré qu'on trouve de part et d'autre des informations tellement contradictoires que nos politiques, même en admettant qu'ils soient plus intelligents qu'ils ne le paraissent, n'ont pu se faire une idée claire du sujet. C'est vrai qu'il existe un danger potentiel à l'utilisation des OGM. Mais il y a OGM et OGM. Et on ne peut traiter la question que cas par cas. Distinguons d'abord les manipulations génétiques sur le végétal, de celles sur l'homme et l'animal. Sur le végétal, le risque existe, mais il est dilué dans le temps, et jusqu'à présent on n'a pu prouver que les produits, qui sont sur le marché depuis plus de 10 ans, aient eu des conséquences graves pour les consommateurs. Reste la dissémination des gènes : elle peut être redoutable pour certaines espèces comme les crucifères, dont les variétés sont innombrables, et aussi pour les cucurbitacées. Mais l'exemple sur lequel on s'est beaucoup trop polarisé, celui du maïs, est un mauvais exemple, car le maïs ne peut s'hybrider qu'avec lui-même, et les précautions de distance, que l'on a prises pour la sélection des maïs-semence, montrent qu'on peut en maîtriser les techniques. J'ajoute que l'on sait aujourd'hui produire des espèces stériles, et aussi qu'une seconde manipulation génétique peut corriger ce que la précédente aurait eu de fâcheux.

Quant à l'argumentation de certains ultra biologistes, à savoir qu'il faudra cinquante ou soixante ans pour mesurer l'impact des OGM sur la santé des hommes, je le récuse pour plusieurs raisons. D'abord parce que nous avons un certain nombre de défenses immunitaires qui finissent par être des barrières quasi intégrales. Prenons le cas des Pygmées : Ils sont réfractaires au virus du Sida. Ils appartiennent pourtant à notre espèce humaine, mais ils prouvent qu'il est des cas d'adaptation biologique qui deviennent héréditaires. S'il faut en croire la Bible et L'Avesta, notre race humaine d'avant la chute était végétarienne. Et pourtant, nous sommes adaptés à l'alimentation carnée. Je ne dis pas que ce soit mieux, je dis simplement que l'homme a une faculté d'adaptation, qui lui permet d'exister malgré les risques. Et l'existence est une chose risquée. C'est si vrai que nous finissons par mourir. Mais, entre temps, nous perpétons l'espèce. Et malgré la pollution, les pandémies du progrès, et la « malbouffe », comme on dit, en un demi-siècle, l'espérance de vie à tout de même augmenté de 15 ans ! Le principe homéostatique est une réalité ! Et puis, avons-nous le choix ?

Permettez une comparaison. Ces « ultrabiologistes » dont j'ai parlé et qui, sur le plan moral, appartiennent à notre famille, déclenchent de temps à autre des campagnes anti-vaccination. Or c'est vrai, la vaccination est une technique à risques : De temps à autres, il y a des cas de contamination mortels. Mais peut-on les mettre en équivalence avec le nombre de gens qui ont été sauvés par cette pratique ? Lequel d'entre nous, dans un milieu infesté par le typhus, hésiterait entre les risques de la maladie et les risques de la vaccination ? Voilà comment doit être posé le problème !

Actuellement, il faut distinguer les OGM qui paraissent efficaces et à peu de risques, de ceux dont les bons résultats ne sont pas confirmés. Les OGM jugés actuellement efficaces augmentent les rendements de 10 %, mais ce n'est qu'un début, et il est dans la nature de la science d'améliorer ses résultats ! Prenons le cas des hybrides Maïs. En 1940 environ, la technique de la sélection avait permis d'améliorer de 50 % les rendements, mais on en était à la limite du procédé. La technique suivante qui s'imposa fut l'hybridation. En 50 ans, elle a non seulement quadruplé les rendements, mais on cultive aujourd'hui du maïs en Belgique, alors qu'il y a 50 ans, sauf exceptions, la Loire constituait sa limite.

Certes, il y a d'autres techniques d'amélioration, et je dirais même, qu'il existe une sorte de malthusianisme qui a mis les résultats ultimes de la recherche agronomique sous le boisseau, quand cela constituait une menace pour les spéculateurs dominants. J'ai par exemple connu, en tant qu'éleveur utilisant des produits d'un laboratoire « Bio » installé en Belgique, le Professeur Von Paulus, venu donner quelques conseils aux utilisateurs. C'était un des scientifiques qui avait mis au point le « Biffalo », c'est à dire un monstre né du bison d'Amérique et du Charolais, qui, pesait près du double des races originelles. A l'époque, il y a de cela près de 40 ans, je n'avais guère l'oreille scientifique, et je n'ai pas posé la question pour savoir s'il s'agissait d'une hybridation heureuse, ou déjà d'une manipulation génétique. Toujours est-il que les autorités jugèrent que le produit ne devait pas être mis sur le marché, car il eût bouleversé la filière viande existante !

On peut donc affirmer qu'il existe bien d'autres filières de recherche que les OGM. Par exemple, je me suis étonné, dans les colonnes de « *L'homme nouveau* », que l'on ait abandonné si vite la culture des « Méristèmes » qui permettait de débarrasser les plantes des virus qu'elles avaient intégré au cours des millénaires. Car toutes les plantes aujourd'hui, comme tous les hommes, sont infirmes, et toute la recherche doit tendre à remonter la pente qu'une faute mystérieuse nous a fait descendre. C'est d'ailleurs pourquoi, « santé » et « sainteté » sont les variations d'une même cause !

On peut par exemple, espérer aussi, qu'en culture dite biologique, on trouvera des « activateurs » plus efficace que le « Maërl » tiré des algues marines. Car en effet aujourd'hui, et si sympathiques que soient les efforts des agrobiologistes, les résultats quantitatifs ne sont pas comparables à ceux obtenus par la culture dite chimique. De sorte que, tout en souhaitant que la recherche soit extrêmement vigilante et que, surtout, une instance nationale puisse souverainement contrôler la nature des OGM mis en circulation, je ne crois pas que l'on puisse écarter leur utilisation. Tout autre choix ne peut qu'augmenter le risque de génocide

alimentaire ! Est-ce que l'enfant de Haïti, qui est obligé de tromper sa faim avec des galettes d'une certaine glaise, écarterait un bol de riz OGM, sous prétexte que dans 20 ans il pourrait courir le risque d'un ulcère à l'estomac ? Que les puristes se mettent en face de leur conscience, et qu'ils se souviennent de la parole du roi Henri IV, qui ne passait pas pour un mauvais roi : « *En extrême nécessité, il faut user de moyens extrêmes* ». Nous sommes en extrême nécessité.

Dans le débat provoqué par les OGM, vous avez tous entendu parler de la firme Monsanto, et c'est sa nature qui effectivement pose problème. Oui, comme l'a démontré Marie-Monique Robin, dans son ouvrage : « *Le monde, selon Monsanto* », cette multinationale évoque des produits dangereux. C'est l'agent « orange », déversé sur les forêts du Viet-Nam, et qui continue de produire d'horribles malformations, c'est l'Aspartame, cet édulcorant tellement controversé, c'est le Pyralène dont, après l'emploi massif, on a tant de peine à se débarrasser ! C'est le Round-up, présenté comme biodégradable et qui ne l'est pas ! Ce sont les hormones de croissance, dont certaines seraient cancérigènes. Oui, Monsanto, c'est cela. Mais j'oserai dire que cela, ce ne sont que les dommages « collatéraux » d'une recherche trop hâtive : combien de radiologues ont perdu leurs doigts, avant de maîtriser leur science ! Pour Monsanto, il y a pire. Et le pire, c'est l'objectif monopolistique de la firme, qui, après destruction de la diversité végétale, pourrait détenir grâce à l'obligation de recourir aux semences de ses OGM, le contrôle absolu de l'agriculture vivrière. Est-ce que notre république est capable de dire non au monopole ? Si non, il faut impérieusement changer de République !

Faut-il pour autant soutenir la réaction radicale des faucheurs de José Bové ? Non, car elle est totalitaire, politicienne et sans nuances. Par exemple, le fameux maïs Monsanto 810 que Bové a réussi à faire interdire, non seulement résistait à la Pyrale, non seulement avait un potentiel de production supérieur aux variétés communes, mais encore exigeait beaucoup moins d'eau qu'elles. Et vous savez tous combien est alarmant le problème de l'eau, puisque un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable. Je répète donc qu'il y a OGM et OGM, et en ne distinguant pas, par exemple, entre la firme Monsanto et le Groupe français Limagrain, qui lui aussi produit des OGM, les faucheurs ont appliqué une politique aveugle. Car Limagrain, c'est un groupe coopératif extrêmement sérieux qui travaille en partenariat avec l'Institut de la Recherche Agronomique. C'est à lui que l'on doit la variété de maïs L.G 11 qui représente 40 % des variétés cultivées au nord de la Loire. A l'époque, en 1983, ses travaux pour obtenir un tabac transgénique n'ont pas été contestés . Et José Bové a détruit en France la moitié de ses champs d'expérience, ce qui fait apparaître sa lutte contre Monsanto comme un prétexte. Face à Bové, la position du président de Limagrain est la nôtre. Que dit-il ? Il dit : « *Que les choses soient claires, soit les OGM sont nocifs, et il faut les interdire d'importation, soit ils ne le sont pas, et je ne vois pas pourquoi l'agriculteur que je suis serait privé de cette technique, et la coopérative que je dirige de son développement !* » A cela les faucheurs n'ont rien trouvé à répliquer.

Je tiens à vous rappeler qu'au début de ce paragraphe sur les OGM, j'ai nettement distingué les manipulations génétiques dans le domaine végétal, des manipulations animales. Nous touchons là, je crois, au grand interdit. La mythologie est pleine de créatures hybrides, mi humaines et mi-animales, qui peuvent être le

reflet lointain d'une certaine réalité, et même le livre de la Genèse fait mention d'un temps, avant le Déluge, où « *toute chair avait corrompu sa voie sur la terre* » !

Il existe donc tout un ensemble de présomptions pour penser que dans une antiquité prodigieusement reculée, l'homme a manipulé le vivant, pour se donner le pouvoir divin (souvenez-vous du chapitre de la Tentation : « *Vous serez comme des Dieux* » !), et qu'il s'en est suivi une humanité monstrueuse et bestialisée dont nous portons encore, dans nos instincts, quelques traces. Et si c'était cela la fameuse faute originelle ? Et ne serait-ce pas cette faute que la science laïciste, la science amorale du pouvoir, s'apprête à reproduire ?

Je vous laisse à vos méditations en ce domaine, car nous sommes dans une telle période de mutation que nous sommes obligés de parer au plus pressé. J'avais écrit le 28 juillet tout ce que je viens de vous dire quand l'information est tombée le 29 que les conversations entreprises par l'OMC, pour faire face à la crise actuelle, venaient d'échouer. C'est une très grande première car, jusqu'ici, l'OMC avait fait la loi, et derrière elle se tenaient les maîtres secrets qui tentent de gérer le mondialisme.

Or, il se produit un tel mouvement de résistance vis à vis des organisations spéculatives qui jusqu'ici ont fait la loi, que cette opposition ne peut plus être ignorée. Et c'est ainsi qu'il faut parler des ONG (organisations non-gouvernementales) que l'on a vu éclore un peu partout, d'abord sur des bases idéales et humanitaires, comme la Croix Rouge, l'Unicef, le Secours Catholique, Médecins du Monde et Médecins Sans Frontière, et qui ont suscité de multiples mouvements, plus ou moins politisés, comme par exemple Amnesty International ou le CCFD, mais qui révèlent une position critique vis à vis du désordre mondial, et qui prétendent à leur façon y remédier.

Cette prise de conscience a opéré de véritables conversions d'hommes d'affaires, sensibilisés au désordre qu'ils provoquaient, et prévoyant des conséquences pires s'il n'y était pas porté remède. Je crois à certaines de ces conversions, comme par exemple celle du milliardaire Jimmy Goldsmith qui, après s'être hissé au sommet de la réussite, a été président du Groupe « *Europe des nations* » au Parlement Européen. Il a écrit deux livres, « *Le Piège* » et « *La riposte* », qui sont encore d'actualité, pour dénoncer les méfaits du mondialisme, de ses structures, et d'un européanisme qui lui servait d'escabeau. C'est lui qui, un temps, à financé le syndicalisme français de la Coordination Rurale, qui poursuivait le combat amorcé par la Fédération Française de L'Agriculture.

Je me permets un pas de coté avant de revenir à mon sujet central. Je vous ai dit précédemment qu'il y avait environ 850 millions de personnes en situation de malnutrition. Mais ce qu'on ignore, c'est que presque autant de personnes survivent dans le tiers-monde grâce à la fouille des poubelles, et grâce à ce que l'on a appelé « l'agriculture urbaine ». Je vous signale que les fouilleurs de poubelles se sont même constitués en mouvement. Ils se nomment eux-mêmes les « *Freegans* ». Ca ne paraît pas à première vue très sérieux, car en constatant que le luxe est accessible à tous ceux qui travaillent, ils revendiquent le droit de manger pour ceux qui ne font rien. Mais ils partent d'une évidence, à savoir que dans notre société de gaspillage, 90 % de nos déchets sont recyclables à l'infini. Et, finalement,

le tri des ordures qui s'est imposé presque naturellement en Occident depuis quelques années leur donne plutôt raison.

Ce que l'on nomme l'agriculture urbaine comporte des leçons qui rejoignent l'essentiel de mon propos. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de paysans, soit chassés de leur terre par l'agriculture industrielle, qui dans certains pays d'Amérique du Sud n'hésite pas à recourir à l'intimidation et au meurtre, soit par la désertification des campagnes, soit par des accidents climatiques, se sont rassemblés à la périphérie des villes et joignent à de petits boulots urbains un intense faire-valoir familial, de tous les petits espaces disponibles, avec l'utilisation de tous les déchets de la ville, y compris les matières fécales.

Excusez je vous prie la brutalité du propos, mais c'est avec la merde citadine que certains paysans se sortent de la leur. Les matières fécales sont parmi les plus riches intrants agricoles. Et je me souviens de ces aurores vietnamiennes, où à l'heure où chez nous passe le laitier, nous croisons sur les pistes alentour de Hanoï, des colonnes de « Congaïs » portant au bout de leur balancier deux grosses jarres pleines des fientes de la cité qui leur permettraient d'avoir les plus beaux légumes qui soient ! Si cela ne répugne pas trop à vos narines de civilisés, réfléchissez je vous en prie, au contre-sens de notre civilisation Occidentale.

Chaque jour la France produit au minimum, sans travail excessif, 13.000 tonnes de matière fécale, soit près 5 millions de tonnes par an. C'est un potentiel énergétique énorme. Qu'en faisons-nous ? Nous les livrons à la chasse d'eau, qui ne les décompose pas, ce qui nous coûte 190 millions de litres d'eau par jour, et ces matières vont polluer nos rivières et nos océans, nourrissant des algues asphyxiantes, dont il coûte très cher de se débarrasser. Dans les toilettes dites écologiques, les excréments, traités à la sciure de bois et enfouis dans le sol, se décomposeraient sous l'influence des bactéries en quelques semaines, ne laissant autre chose que du terreau d'une grande fertilité. Ne pensez-vous pas que dans la vision d'une cité future soucieuse de la conservation des sols, cela mérite réflexion ?

Cette réflexion sur l'utilisation de tout ce qui peut l'être est à la base de nouvelles dénominations économiques que nous avons vu émerger ces dernières décennies dans le tiers-monde. Qui de vous n'a entendu parler de commerce équitable, de développement durable et du microcrédit ? Derrière cela il existe quelques conversions d'hommes d'affaires richissimes, comme je l'ai dit, mais aussi la réflexion pragmatique d'autres hommes d'affaires, qui savent qu'en appauvrissant le tiers monde, ils finiront par tuer la poule aux œufs d'or, parce que l'on ne peut pas exploiter des cadavres. C'est ainsi, que ce souci très intéressé s'est combiné avec un humanisme très réel, pour mettre en place une multitude d'organisations destinées à combattre la misère, et à faire que les peuples puissent s'assumer eux-mêmes. Cette mosaïque est très diverse, comme sont diverses les cultures d'Asie d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie, tant sur le plan géographique que sur le plan ethnique et religieux. J'insiste sur le fait religieux, car il détermine, que l'on soit bouddhiste, musulman, animiste ou hindouiste, une morale économique qui tient compte de l'autre, alors que le commerce d'un occident déchristianisé, procède d'un laïcisme dont le profit est le seul vecteur. Le Laïcisme n'est pas la laïcité La Laïcité est un refus de choisir entre les religions. Le Laïcisme est le projet de les abolir, c'est

a dire de déclarer Dieu hors la loi. Il n'y a aucune espèce de morale compatible avec le laïcisme, sauf les semblants qui sont nécessaires pour tromper les croyants, et prendre leur pouvoir.

Voyez donc l'importance du secteur culturel sur le projet économique. Les nouvelles ONG insistent sur le travail familial, la recherche de l'autosuffisance et la suppression des spéculations intermédiaires, et elles ont surtout mis en évidence le mouvement promotionnel des femmes. 97 % des Microcrédits accordés par les organismes prêteurs pour la création de petits ateliers, sont consentis à des femmes. Alors qu'en occident le féminisme passe en partie par la mobilité des petites culottes, le féminisme du tiers-monde apparaît comme le vecteur de la révolution économique. Toutes ces ONG sont basées sur le principe mutualiste. Comme les emprunteurs ne possèdent pratiquement rien, les banques ne peuvent s'assurer des garanties matérielles. Elles s'assurent donc de garanties culturelles, c'est à dire que 5 personnes appartenant à la même culture que l'emprunteur, se portent solidairement garantes. Il y a donc une implication communautaire qui est comme une refondation de la cité.

Les ONG ne cessent de s'étendre, et la fondation marocaine Zakoura, par exemple, a constaté que, grâce à ces ONG, on assistait à la décongestion des grandes métropoles comme Casablanca, les misérables qui peuplaient leurs zones sordides trouvant, dans le retour au Bled, de nouvelles raisons d'espérer. Dans les zones où s'exercent les ONG, on note une augmentation de revenu de l'ordre de 30 %. Le succès des microcrédits a été en tout cas suffisant pour que leur inventeur, Mohamad Yunus, un homme d'affaires du Bangladesh, reçoive le prix Nobel de la Paix.

Voilà pour le coté positif. Mais bien sûr, il y a quelques ombres. Elles se manifestent curieusement, par le conflit qu'on n'attendait pas, entre le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Disons en gros que le FMI joue la carte de l'agriculture industrielle de masse, alors que la Banque Mondiale compte sur le marché qu'offrira à terme l'émergence du tiers monde. Donc, aucun altruisme véritable, mais des intérêts diversement calculés : chassez Mammon par la porte, et il rentre par la fenêtre !

C'est pour cela que vous trouverez sur le site du « Mouvement pour une Alternative Socialiste », une critique féroce des pratiques du Microcrédit. Certes, il est juste de dénoncer le mercantilisme financier qui tente de pénétrer partout, mais quand on traîne derrière soi les monstrueux échecs du socialisme du siècle dernier, la critique n'est guère recevable. Pourquoi vous ai-je fait voyager, alors que nous avons tant de problèmes « Ici et Maintenant » ? D'abord, parce que, comme disait Térence, nous sommes des hommes, et que rien de ce qui est humain ne nous est étranger, et surtout parce que les faits nouveaux que j'ai brièvement tenté de cerner, s'insèrent dans la mutation apocalyptique de notre époque. Cela introduira ma conclusion

Je crois de préférence aux réflexions de ceux qui ont souffert. A l'époque, j'ai rencontré l'ami de Soljenitsyne qui sortait du Goulag, Dimitri Panine. Tous deux ont prévenu l'Occident de lâcheté sans le moins du monde émouvoir nos édiles repus. Plus tard, j'ai rencontré des ingénieurs de derrière le rideau de fer. L'un

d'eux, qui était assez haut scientifique pour que l'URSS lui eût permis d'avoir aussi les nationalités française et américaine, m'avait impressionné par ses vues prophétiques. Non seulement il prévoyait la chute proche du communisme, mais aussi celle inévitable du capitalisme miné par ses propres contradictions, et après une période anarchique, il dessinait les grandes lignes de la révolution économique que les événements commencent à nous imposer. Il prévoyait la crise du mondialisme dépensier, le krach financier, et le repli sur le localisme, le projet des autosuffisances nationales, et la reprise des échanges sur le fondement moral du troc. C'est ce que j'ai essayé de défendre à la tête de la Fédération Française de l'Agriculture, avec cette formule toute simple mais incontournable : « *Je te donne ce que j'ai et que tu n'as pas, contre ce que je n'ai pas et que tu as* ».

Or, que voyons nous depuis une ou deux décennies ? La renaissance, partout en France de marchés locaux qui, étant proches du consommateur, lui permettent d'acquérir des aliments frais et mûrs qui n'ont pas été dénaturés par les techniques de conservation. Mieux encore, il s'établit de plus en plus de contrats entre groupes de consommateurs et groupes de producteurs. Bien que sanctionnées par un pouvoir qui voit d'un mauvais œil les opérations qui suppriment la TVA, les banques de travail et d'échanges de service, les Sel, essayent d'améliorer leurs formules. La France a tendance à devenir « jardinière », comme le prouve le parc des motoculteurs et des motobineuses.

La revendication « vivre et travailler au pays », témoigne d'une volonté d'enracinement, contre le brillant crétinisme intellectuel d'un Bernard-Henry Levy, qui écrivait que bourrées et binious lui étaient odieux. Parallèlement, on n'a jamais vu un tel souci de reconstitutions historiques et, à ce sujet, un spectacle comme celui du Puy du Fou a agi comme un révélateur du subconscient populaire. Le renouveau de la chanson en dialecte dans les pays d'Oïl, comme le Festival Interceltique, ou même un film récent comme les « Ch'tis », sont des signes d'un nouvel esprit qui peine à se formuler clairement mais qui semble dénoter que nous changeons d'époque !

On peut dire, en gros, que depuis Mistral et le félibrige, toutes les composantes nationales ont pris conscience d'elles-mêmes, et qu'avec ses puérités ou ses excès, le mouvement régionaliste en découle. Que la décentralisation gaulliste l'ait orienté sur une voie de garage, que le mondialisme tente de s'en servir pour casser la nation, ce sont des faits qu'on ne peut ignorer, mais ils ne remettent pas en cause la nécessité profonde de la réforme. Le 14 Juillet 1790, la fête de la Fédération, qui était celle des patries dans la Nation réconciliée, en fondait l'espérance. Il faut en revenir à cette page que tourna la franc-maçonnerie, avec le sceau sanglant de la Terreur.

Il est possible aujourd'hui en France d'établir des ONG et de les imposer à l'Etat, jusqu'à ce que celui-ci soit en quelque sorte court-circuité là où son pouvoir est abusif, et cela doit commencer dans le domaine de la sécurité alimentaire. Supposons que nous lancions l'idée d'un mouvement pour l'autosuffisance nationale, avec la revendication des protections nécessaires, je crois qu'il y aurait la possibilité d'intéresser, en commençant par les producteurs agricoles des marchés locaux, les petites et moyennes entreprises qui forment le tissu constitutif de l'économie. En fait, une tentative parallèle de mise en ordre a été

projetée par le Momagri (Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture) plus ou moins chapeauté par le groupe Limagrain. Mais ce projet étant à base mondialiste, tombe dans l'illusion laïciste de voir les institutions de profit devenir subitement altruistes, alors qu'elles sont le fruit de l'esprit spéculatif. Sortir de l'utopie consiste à traiter les problèmes au niveau intermédiaire de la nation. La nation seule, sous la pression du besoin, peut nuancer, sur son territoire, les impératifs de la nécessité. Elle peut décider de certaines obligations de production, et établir des incitations par des prix quantum. Elle peut juguler les variations de prix, dues à l'abondance ou à la réfaction des produits, par la constitution de stocks de garantie. Elle peut enfin établir un indice des prix, afin de ne point laisser les travailleurs en dehors du revenu vital. Et bien sûr, il est possible et souhaitable que, suivant les secteurs économiques de la planète, les nations se confédèrent, sur la base de « comités de coordination », sans rien perdre de cette souveraineté nationale dont le Pape, devant l'ONU, avait fait un impératif de dignité.

Avec le réjouissant spectacle que nous donnent les partis politiques de leur pitoyable effritement, avec le sentiment que nos élus ne sont guère plus que des danseurs de claquettes, avec le constat que le chef de l'Etat flotte de plus en plus dans le bas du pantalon de M. Bush, et avec le tsunami économique qui s'annonce, il semble que le temps devienne de plus en plus favorable à la reprise de l'offensive nationale. Cependant, à la bonne volonté des diverses tentatives de regroupement qui ont suivi la faillite du lepénisme, j'oppose la méconnaissance des mécanismes financiers, le manque de doctrine économique, et une absence de stratégie réaliste. C'est pour cela que j'ai défini devant vous le seul angle d'attaque possible pour l'élaboration d'un programme de « salut public » capable de présenter une alternative, lors des futures élections. Sommes-nous capables de constituer le contre-gouvernement des compétences qu'exige la situation ? Voilà la seule question qui se pose, qui exige que nous soyons « en tenue de service ! » et que nous quittions l'ère des discours pour prendre le manche.

Alexis ARETTE